

## UN RAPPORT QUI N'ÉCARTE PAS LE RECOURS À LA SÉLECTION ET À L'ORIENTATION SUBIE

La concertation sur l'accès et la réussite en licence et le rapport général du recteur Daniel Filâtre, « Réformer le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur et améliorer la réussite des étudiants », révèlent **les contradictions entre les intentions affichées par le gouvernement et la ministre** de mettre fin au tirage au sort dans les filières en tension, la volonté de ne pas faire de sélection et le budget 2018 qui rend quasi impossible toute création de places supplémentaires. Pour les filières en tension, c'est la quadrature du cercle. Les « en même temps » chers au président de la République atteignent leurs limites. Parmi les 17 propositions du rapporteur général, relevons 9 premières alertes :

- **(proposition 2) L'orientation des lycéen.ne.s**, si elle est importante, nécessite aussi des connaissances et des compétences. Confier cette mission aux seul.e.s enseignant.e.s n'est pas satisfaisant. Les CoPsy EN sont des professionnel.le.s dont le rapport ne fait pas mention. « En même temps », le SNESUP-FSU dénonce les orientations précoces (sans possibilités de passerelles) dès la 3<sup>e</sup> ou la seconde, alors qu'à 16 ou 17 ans, les élèves n'ont pas de projet personnel clair et définitif. Le bac doit demeurer le premier diplôme universitaire qui ouvre un accès de droit à la licence ;
- **La prise en compte des profils des bachelier.ère.s (proposition 7) est présentée comme faisant l'objet d'un large consensus.** Il est bien entendu important pour tout pédagogue de prendre en compte les acquis des étudiant.e.s dans son enseignement. Mais le SNESUP-FSU s'oppose au tri *a priori* des lycéen.ne.s en fonction de leurs profils pour leur imposer une formation (**proposition 8**). De même, quand ils/elles sont tracé.e.s, la personnalisation des parcours et le recours au portfolio individualisent les acquis et s'opposent à l'unicité des diplômes et qualifications ;
- Parmi les **4 options pour l'accès aux formations de licence (proposition 8)**, le SNESUP-FSU attire l'attention sur le fait que **l'option A** qu'il défend, n'est pas un statu quo mais nécessite des investissements pour augmenter le nombre de places dans les filières en tension, renforcer l'encadrement, réduire les tailles de groupe, proposer des enseignements de synthèse, ... Les prérequis en PACES et les MOOC pour les contrôler vont induire une explosion des prépas privées et vont encore plus formater les recrutements vers des bacs S aux CSP++. Nous nous opposons aux options C et D qui visent, soit à sélectionner purement et simplement, soit à imposer des remédiations et des parcours à des bachelier.ère.s qui, une fois ceux-là supprimés pour cause de moyens insuffisants, interdiront l'accès à ces formations ;
- **(proposition 9)** Le SNESUP-FSU est favorable à **réorganiser le cursus de licence** mais non à déroger à l'arrêté licence et surtout pas à modifier le code de l'éducation pour y introduire les possibilités de sélectionner, fussent-elles dans le cadre d'expérimentation (**proposition 11** : promouvoir les expérimentations) ;
- **(proposition 10)** Si le **recours au numérique** n'est pas à fustiger, il ne doit pas se substituer aux interactions enseignant.e.s/étudiant.e.s et à celles entre étudiant.e.s. La dimension sociale **de l'apprentissage ne le réduit pas à une exposition aux savoirs** dans des documents mis en ligne ;
- Pour la réussite des étudiant.e.s tous les dispositifs pédagogiques, les parcours adaptés, les nouvelles mentions, nécessitent **des investissements pérennes** alors qu'aujourd'hui seuls les 17 lauréats au PIA3 pourront mettre en œuvre ces propositions (**proposition 11**). Le SNESUP-FSU s'oppose à la mise en concurrence des établissements et au démantèlement du cadre national des diplômes ;

- (proposition 12) Le SNESUP-FSU revendique le **soutien des enseignant.e.s et des enseignant.e.s-chercheur.e.s à travers leur formation initiale et continue**, et la reconnaissance de leur investissement dans leurs missions au cours de leurs carrières. L'absence de financement pour ces formations en 2018 et le report de PPCR n'engagent pas le gouvernement dans cette voie ;
- (proposition 13) Les **bourses sont très modestes** et le SNESUP-FSU revendique une **allocation universelle pour tou.te.s les étudiant.e.s** sans condition de ressources qui serait un progrès vers l'équité, l'émancipation et l'autonomie des étudiant.e.s ;
- (proposition 14) **Le travail salarié durant les études** ne saurait être promu en facteur de réussite. Il faut plutôt en réduire le recours car il est une importante cause de l'échec étudiant.

Avec le projet de budget 2018, ce gouvernement ne choisit pas d'investir dans la jeunesse et s'il devait être adopté, notre société le paierait économiquement, culturellement et socialement.

Nous allons **construire des mobilisations** pour que face à la nécessité de démocratisation de l'enseignement supérieur, **le gouvernement n'arbitre pas vers une sortie par le bas avec la sélection et l'orientation subies par les jeunes, mais bien vers une sortie par le haut avec un plan d'investissement, non pas progressif, mais massif et immédiat pour l'ESR.** ■

## CETA nous de choisir, exigeons un référendum auprès de nos parlementaires !

Le CETA, traité de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Union européenne de plus de 2000 pages, « conçu à l'écart du processus démocratique » selon Emmanuel Macron, est incompatible avec les engagements de lutte contre le réchauffement climatique et présente des risques importants pour de nombreux aspects de nos vies. Il est entré en application provisoire le 21 septembre dernier, mais il n'est pas trop tard pour le stopper car il n'a pas encore été voté en France.

Exigeons de nos parlementaires (député.e.s et sénateur.trice.s) d'agir pour la convocation d'un référendum sur le CETA pour permettre à toutes et tous de s'emparer du débat !

<https://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/ceta-nous-de-choisir-exigeons-un-referendum-aupres-de-nos-parlementaires>

**#CETA #StopCETA :**

Après le #CoupDeComm du gouvernement, pour préserver notre démocratie, nous continuons à exiger un

**#ReferendumCETA**



Suivez-nous !



[HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/SNESUPFSU/](https://www.facebook.com/SNESUPFSU/)



[HTTPS://TWITTER.COM/SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)